

Daniel Bensaïd

## La politique à l'épreuve de la crise

**Philippe Petit :** *Je pense à une formule de Deleuze : l'échec des révolutions n'a jamais empêché les gens de devenir révolutionnaires. Je n'en suis pas si convaincu, parce que dans l'image de révolution il y avait aussi un programme révolutionnaire. Même si on ne parle plus de table rase ou de page blanche, on est bien obligé de parler de programme. Tout cela pour dire qu'il n'y a plus de véritable programme, mais simplement (tu évoquais le mouvement des chômeurs), une façon de prendre le train en marche, d'accompagner, de chevaucher les mouvements. Mais est-ce que tout ça fait un programme de changement ?*

**Daniel Bensaïd :** Il faut d'abord s'entendre sur l'idée de programme. En disant programme, on pense souvent à un modèle de société, et on suggère que nous en serions aujourd'hui orphelins. Pas d'accord : l'Union soviétique et les pays de l'Est étaient pour moi des anti-modèles.

Le programme, c'est autre chose. C'est un résumé, un condensé d'expériences réelles. Pas une invention arbitraire et abstraite, mais la projection sur la ligne d'horizon de tendances réellement à l'œuvre. On ne peut faire comme Touraine dans *Le Grand Refus* : au nom de sa sociologie de l'(in)action, il récuse le titre de « mouvements sociaux » aux luttes de 1995 sur le service public et la protection sociale, sous prétexte qu'elles manquaient de contenu propositionnel et étaient purement protestataires ou – pire – corporatives. C'est terriblement normatif.

Et c'est faux. Dans un mouvement de cette

importance, il y a débat, propositions, réflexions, sur la démocratisation du service public, sur une politique de santé alternative, sur les formes de solidarité sociale. Les idées viennent en luttant (et en marchant ou en pédalant, tous les randonneurs le savent). Il suffit de lire les documents syndicaux pour le vérifier, même s'ils ne jouissent pas d'un large écho médiatique. Il faut donc commencer par se mettre en marche. Après de lourdes défaites, les projets et l'espérance repoussent à ras-du-sol, dans l'humilité du quotidien. Mais ils repoussent. Ça ne fait certainement pas un palais programmatique du jour au lendemain, peut-être une simple chaumière pour commencer. Mais ça prend forme.

Derrière ces combats, on finit par retrouver l'alternative programmatique que le « parler vrai » de Rocard résumait fort bien dès 1977 dans une intervention au forum de *L'Expansion* : on ne biaise pas avec le marché, disait-il. Une forme de régulation doit l'emporter, celle du marché ou celle d'une orientation planifiée de l'économie. Chacune de ces options a ses variantes et ses nuances, mais c'est un choix de société toujours actuel.

Stimulé par la victoire électorale de la social-démocratie allemande, le sénateur Henri Weber résume en trois mots, dans une tribune du *Monde*, ce que fut selon lui la réponse « marxiste » à la triple aspiration à la démocratie politique, à l'égalité des chances et à la maîtrise collective de l'avenir : nationalisation, autogestion, planification.

À ce triple défi, la social-démocratie, dans sa grande sagesse, aurait répondu : économie mixte, État providence et soutien keynésien à l'investissement et à la demande. Les deux réponses seraient désormais obsolètes : une troisième, une nouvelle figure du socialisme démocratique s'élaborerait aujourd'hui, « une

nouvelle offre politique émanant de la social-démocratie ».

Dans une autre tribune, Zaki Laïdi reconnaît pour s'en féliciter que le gouvernement Jospin a « davantage de privatisations que le gouvernement Juppé » à son actif. Car « le régime de la propriété n'est plus aujourd'hui essentiel », et « la montée des fonds de pension dans la régulation financière [sic !!!] est là pour souligner que le durcissement de la compétition n'est pas incompatible avec le développement d'un capitalisme populaire ». La propriété publique serait devenue « un handicap à la mobilisation des ressources ». Aussi est-elle appelée à « disparaître de la régulation des rapports marchands ». Mais le marché est « un construit social imparfait » (c'est le moins que l'on puisse dire !). La gauche se définirait donc désormais comme « un mouvement qui accepte l'économie de marché, mais refuse le glissement vers la société de marché ».

Toutes ces variations autour de « la troisième voie », théorisée par les conseillers de Tony Blair, ont en commun d'évacuer la question de la propriété. La révision par le New Labour des statuts du Parti travailliste visait notamment à supprimer la référence à la propriété publique. Contrairement à ce que prétendent Henry Weber et Zaki Laïdi, la crise sociale et l'exclusion sont la manifestation d'un dérèglement généralisé de la mesure marchande fondée sur la propriété privée et le profit. Sous une autre forme, la crise écologique témoigne également de l'incommensurabilité entre le temps long de l'écologie et les arbitrages immédiats de la logique marchande. L'une et l'autre crise posent ainsi de vieilles questions trop vite évacuées.

Oui, le « bien commun », dont parle Ricardo Petrella, et le service public impliquent une appropriation sociale et un élargissement de l'es-

pace public au lieu de sa privatisation. Oui, les banques, les assurances (renflouées à grands renforts de fonds publics par les contribuables) doivent être les leviers de politiques publiques. Oui, les compagnies des eaux (Vivendi !), de l'énergie, des transports, des communications doivent être socialisées (aujourd'hui «européisées» plutôt que nationalisées) pour garantir par la péréquation un service de qualité égale à prix égal pour tous et toutes, et pour conduire une politique écologique de développement durable. Oui, la subordination de l'économie à la citoyenneté, de l'intérêt privé à l'intérêt général, des profits aux besoins, implique toujours une démocratie participative d'en-bas, un contrôle populaire, et de l'autogestion. Oui, la redistribution des richesses et la définition de priorités sociales (d'éducation ou de santé) répondant à des besoins non solvables en termes marchands, exige une planification démocratique à moyen terme des objectifs et des ressources.

En y renonçant, la social-démocratie glisse, par la «troisième voie», vers le «nouveau centre». Si le marché dicte sa loi, il impose sa logique de dépérissement de l'espace public. Si l'on veut sauver une certaine idée de la politique, il faut au contraire affirmer le primat de la politique sur l'économie. Cela ne se réduit pas aux formes de propriété (même si elles demeurent cruciales), mais implique aussi d'autres critères de gestion, une transformation du travail, une réforme fiscale et urbaine radicale, des mesures d'encadrement législatif, une réforme du droit du travail et du système éducatif.

**Philippe Petit:** *Mais la plupart du temps, la politique accompagne les mouvements au lieu d'inventer, comme il fut un temps, des espaces de possibles. Ça s'appelait les coopératives, les*

*associations, les clubs philanthropiques, les universités populaires..., qui étaient autant d'espaces alternatifs de réappropriation sociale du procès de production et de travail, donc d'intervention directe sur les dynamiques économiques.*

**Daniel Bensaïd:** Une part de ce constat est indiscutable. Je serais toutefois plus nuancé («optimisme de la volonté» oblige?). Il ne suffit pas de constater que le Mur de Berlin est tombé et que l'Union soviétique a disparu. Les frustrations et les déceptions de ce siècle pèseront encore longtemps et lourd sur les épaules des prochaines générations.

Ce sera long, dit le prophète Jérémie.

Les mouvements sociaux ont subi le contre-coup de ces échecs historiques (un choc «*epochal*» diraient les hispanophones): la défaite politique des années soixante-dix, lorsque l'élan de 68 s'est brisé sous le premier choc de la crise, puis les défaites sociales des années quatre-vingt (la sidérurgie en France, la grande grève des mineurs britanniques en 1984-1985, la lutte sur l'échelle mobile en Italie en 1985, le reaganisme, le thatchérisme, les privatisations, le recul du droit du travail). Cela fait beaucoup, sans même parler des défaites morales qui minent de l'intérieur, et qui ne sont pas les moindres: les ravages du mitterrandisme sur la vie publique en France. Un champ de ruines. Un cimetière d'espérances. C'est de là qu'il faut bien repartir.

Comment surmonter cette situation. Depuis quelques années, sans devenir écarlate, le fond de l'air a repris des couleurs. Il y a des luttes, un changement de ton dans la presse, l'effet Bourdieu, le succès des émissions de Daniel Mermet, des polards de Donald Westlake, la musique «motivée» des Zebda. Un air de fronde et de critique. Il y a peu, quand on croi-

sait une vieille connaissance, c'était un petit sourire en coin de commisération discrète: «Alors, on milite toujours?». Les derniers des Mohicans, en somme. Rien à répondre: on ne se téléphone pas, on ne se fait pas de bouffe, et à la prochaine (le plus tard possible). Aujourd'hui, les sourires sont devenus plus discrets. Les lycéens qui manifestaient l'automne dernier avaient à peine sept ou huit ans au moment du Mur de Berlin. Ils sont nés sous Mitterrand. Et ils n'ont connu depuis que les dégâts du libéralisme réellement existant.

C'est le début d'un nouveau cycle d'expériences.

Il y a un renouveau, certes minoritaire, de la vie syndicale et associative. Il s'explique d'abord par l'impact brutal de la crise et l'onde de choc du chômage dans tous les domaines de la vie sociale. Le syndicalisme modelé depuis cinquante ans par l'État social et les politiques keynésiennes, enfermé dans l'entreprise, est contraint de se redéployer, de couvrir plusieurs terrains, de renouer avec de vieilles traditions du syndicalisme révolutionnaire. C'est ce qui fait le succès des syndicats Sud.

Parallèlement, le tissu associatif se diversifie et se densifie: femmes, chômeurs, sans-papiers, logement, antiracisme. C'est un commencement, ou un recommencement. Les «gens», comme on dit commencent par résister, par réagir. Cette réaction reste sous la dépendance et l'emprise de ce à quoi elle résiste, si vous voulez. Mais c'est en résistant à l'irrésistible qu'on devient révolutionnaire sans le savoir.

Ces mouvements sociaux réinventent de la politique à leur façon, là où ils peuvent trouver des failles où se faufiler, modifier les rapports de forces. Tout cela reste fragile. Mais ce sont des ébauches et des balbutiements au présent.

Où vous avez peut-être raison, c'est sur la

difficulté d'engagement du salariat actif, vu la menace du chômage et la mutation de l'appareil productif. On retrouve là, sur le terrain social, une difficulté analogue à celle du désaisissement politique : le réflexe de repli sur le local, sur le micro, sur l'immédiatement accessible. Plus les lieux de pouvoir paraissent complexes et éloignés, plus cette tentation se renforce. Faire vivre un comité d'entreprise, ce n'est pas toujours facile ; mais comment peser sur un comité de groupe multinational, comment intervenir sur sa gestion, comment contrôler ses comptes ?

Il faut du temps, de l'accumulation d'expériences, pour que prenne forme dans les têtes et dans l'action un nouvel espace politique et syndical : les eurogrèves, les euromarchés, c'est aussi un début. Il faut que les acteurs commencent à exister et à intervenir à cette échelle. Le cadre national, l'enfermement dans la pratique syndicale d'entreprise ne suffisent plus. Il faut combiner le souci légitime de démocratie « de proximité » (ne déléguer à l'échelon supérieur que le minimum nécessaire), avec un cadre national qui reste un niveau important de cristallisation des rapports de forces (en matière de droit du travail, de protection sociale, de politique scolaire), et un cadre au moins européen (en veillant à ce que la subsidiarité annoncée ne se traduise par le transfert vers l'Europe des compétences économiques et monétaires pour laisser aux États le rôle « subsidiaire » de voiture-balai des dégâts sociaux de la mondialisation financière).

Il faut, autrement dit, que les exclus de la politique européenne et de la politique mondiale y conquièrent leur place. De la même façon qu'il y eut, au XIX<sup>e</sup> siècle, une irruption par laquelle les exclus de l'État et du suffrage se sont emparés de la politique avec leurs pro-

pres moyens, ont inventé leurs outils syndicaux, culturels, associatifs. Il existe des germes. La question reste alors de savoir si les effets destructeurs de la logique marchande, l'atomisation et la fragmentation sociale qu'elle produit, sont irréversibles ou non.

**Philippe Petit :** *Ce que je voulais dire, par rapport aux alternatives possibles, c'est qu'on a l'impression d'une logique marchande cohérente d'un côté et, de l'autre, d'initiatives ponctuelles sans projet d'ensemble. L'intervention sur les dynamiques économiques et les alternatives politiques sont relativement absentes en termes de visibilité. Il y a des mouvements de résistance, d'accord. Mais on ne peut pas dire que nous sommes dans une période de propositions.*

**Daniel Bensaid :** Il n'est pas vrai que le mouvement syndical ou associatif, dans la diversité de ses composantes, en soit si dépourvu. Il ne faudrait pas confondre le manque de visibilité, qui tient pour une large part au manque de traduction politique de ces propositions et d'une gauche de gauche crédible pour les porter, avec un manque de contenu. Les blocages semblent de deux ordres.

Il y a d'abord une contradiction criante.

D'une part, ce qui relève de la défense des acquis contre la déréglementation marchande s'appuie sur des dispositifs de droit qui sont le produit d'histoires nationales, codifiées dans le cadre national. C'est une ligne de défense. Elle peut paraître conservatrice à certains égards (d'où les accusations de corporatisme), mais elle reste légitime et nécessaire : l'Europe sociale doit tendre à l'harmonisation vers le haut et non à un alignement au-dessous de la moyenne.

D'autre part, les solutions d'avenir aux

grands problèmes technologiques, sociaux, écologiques, se situent désormais à une échelle au moins continentale. Bien des objections opposées, sous prétexte de mondialisation et d'exigence d'une taille critique minimale, aux mesures classiques de nationalisations, de contrôle des changes, de contrôle du commerce extérieur..., tombent lorsqu'on pose les questions au niveau européen. Des services publics européens de transport, de télécommunication, d'énergie, c'est possible. Une baisse coordonnée et un partage du temps de travail, c'est possible. Un salaire minimum européen et une fiscalité européenne évitant le dumping social interne, c'est possible. Une « européanisation » publique des grands moyens de production et d'échange, à défaut d'une « nationalisation », serait le moyen efficace d'une politique d'emploi, de développement durable, d'aménagement du territoire.

Il y a ensuite les inerties culturelles qui freinent ce va-et-vient nécessaire entre la défense d'un héritage (qui est le produit des luttes passées, ne l'oublions pas) et la construction d'un nouvel espace sociopolitique. Il y a là une course de vitesse. Les mouvements sociaux parviendront-ils à inventer et animer ces nouveaux espaces propositionnels assez vite par rapport à la rapidité dévastatrice de la crise ?

**Philippe Petit :** *Faire la révolution, c'est aussi – Milner le montre assez bien dans Le Salaire de l'idéal – avoir du temps, ou avoir un sursalaire qui permet de consacrer du temps à la politique comme on en consacre à l'art, etc. Or, aujourd'hui l'industrie du divertissement est telle qu'on a l'impression que l'espace de la politique se réduit comme une peau de chagrin. Pourtant, il faut du temps pour faire de la politique. Et rien ne semble venir contrecarrer la réduction de ce temps disponible, sa tendance*

*à se transformer à nouveau en surtravail sous la pression du chômage et de la précarité. C'est ça qui est en train de changer.*

**Daniel Bensaïd :** Cette question renvoie au débat essentiel sur le travail, sa fin ou ses métamorphoses. Il est très vif dans le mouvement des chômeurs. S'y manifeste une logique parfaitement compréhensible : on est sans travail depuis longtemps, on n'en retrouvera peut-être jamais, mais on a quand même le droit d'exister dans la dignité. D'où le mot d'ordre d'AC! (Agir ensemble contre le chômage) : « Un emploi, c'est un droit ; un revenu, c'est un dû ». Au-delà de cette affirmation non négociable du droit à avoir des droits, l'affaire se complique lorsque s'engouffre un discours fataliste et confus sur la fin du travail.

C'est très idéologique. Historiquement faux. Et pratiquement dangereux. Commençons par la fin. Dangereux, parce que la radicalité du propos peut couvrir une forme de renoncement : puisqu'il n'y aura plus de travail, ce n'est même plus la peine de lutter pour l'emploi, pour la réduction et le partage du travail. Grand défenseur de l'allocation universelle, Jean-Marc Ferry considère ainsi l'idéologie du plein-emploi comme un obstacle majeur à un « dénouement positif » (???) de la crise ! Au bout, il y a l'acceptation d'une nouvelle plèbe, dont le capital pourrait fort bien s'accommoder (certains y songent même tout bas) : des minima sociaux et des jeux télévisés !

D'un point de vue historique et anthropologique, la fable de la fin du travail apparaît comme une sinistre blague. Si l'on considère le travail comme une conversion d'énergie, un métabolisme entre l'humanité et la nature dont elle est partie prenante, et si l'on a une conception évolutive et sociale des besoins (qui ne sont pas fixés une fois pour toutes, qui en-

richissent l'individu et l'espèce en se transformant), alors on ne voit pas comment il y aurait une fin du travail au sens général du terme. À moins d'imaginer l'immobilité d'un enfer robotisé et climatisé. On entend d'un côté les discours sur la disparition du travail (et on voit défiler les grosses charrettes de « dégraissage » au nom de la gestion rationnelle des ressources humaines) ; mais on voit aussi, d'un autre côté, des grèves acharnées de postiers, d'infirmières, d'institutrices pour réclamer quelques embauches ou titularisations.

Il n'y a pas là de fatalité, mais deux logiques qui s'affrontent.

S'il y a crise, ce n'est pas celle du travail en général (ou de l'activité socialement utile si l'on veut changer de mots), mais crise bien spécifique du travail salarié, de la force de travail comme marchandise, dont la valeur se mesure au temps de travail abstrait déterminé par le marché. Cette mesure dépassée reste la règle. Qu'il s'agisse de réduction ou d'aménagement du temps de travail, de la flexibilité ou des retraites, de ce que les managers appellent aux États-Unis la « gestion par stress », elle est omniprésente. Et les fameux marchés financiers, à travers leurs humeurs, comparent désormais « en temps réel » (comme disent les gazettes), c'est-à-dire instantanément, la productivité du travail entre différents pays ou continents.

Les augmentations de productivité depuis un demi-siècle devraient permettre de travailler autrement, de dégager du temps libre, de le consacrer à la culture ou à la politique. Or, elles génèrent du chômage et de l'exclusion. Il n'y a aucune rationalité économique là-dedans, mais un gigantesque gâchis : le système survit au prix d'une irrationalité croissante, dès lors que le critère du profit devient antagonique aux besoins sociaux, que le temps ga-

gné dans la production de biens matériels n'est pas convertible, à rentabilité capitaliste égale, en temps social investi dans les services de santé, d'éducation, de logement, etc., ou en temps civique consacré à la « vie active » des anciens Grecs.

**Philippe Petit :** *La question sociale ne se réduit pas à la précarité. Elle se traduit aussi par la modification du contrat de travail avec la désyndicalisation qui en résulte. De plus en plus d'individus sont engagés dans des formes de travail qui ne sont plus à vie mais passent par une pluralité de contrats. Le salariat ne constitue donc plus une entité aussi définissable que dans les années soixante ou 70. L'intégration par le travail existe certes toujours. Mais le contrat de travail n'a plus le même sens qu'auparavant. En tant que militant, comment abordez-vous cette question de la métamorphose du salariat ?*

**Daniel Bensaïd :** Nous sommes certainement au cœur d'un changement majeur. Il ne faut pas oublier pour autant que le salariat n'a cessé de se transformer. Il n'était déjà plus sous le Second Empire ce qu'il était à la veille de 1848. Celui de Chaplin, de René Clair ou de Visconti, n'était plus celui de Zola, etc. Et l'on discutait beaucoup, dans les années soixante, des livres d'André Gorz ou de Serge Mallet sur la nouvelle classe ouvrière. Il apparaissait déjà que le découpage rigide d'une vie entre une période de formation ou d'apprentissage, une période de vie dite active, et le temps de la retraite vécue à la fois comme un repos mérité et comme une mise au rebut du travailleur usé, devenait irrationnelle. C'est de plus en plus le cas.

L'évolution accélérée des techniques et des savoir-faire, l'accélération du mouvement de la

connaissance, l'entrée massive des femmes dans le travail salarié, tout cela impose des métamorphoses constantes du rapport au travail au cours d'une vie. D'où l'idée répandue d'assouplir les rapports entre travail et formation continue, au lieu de fixer une fois pour toutes un capital de qualification sur lequel on vivra toute sa vie. De plus en plus de métiers exigent ce recyclage (pour certaines catégories, cela prend la forme d'années sabbatiques, de congés de conversion, de stages de formation, etc.). On pourrait imaginer un droit garanti imprescriptible de prendre sa retraite à tel âge, combiné avec la poursuite d'une activité volontaire à temps partiel choisi. La coupure brutale entre vie active et arrêt total n'a rien d'inévitable.

Tout cela va dans le même sens : davantage de souplesse entre travail et non travail. Ce besoin entre aujourd'hui en contradiction flagrante avec le caractère disciplinaire du travail contraint. L'adaptation prend alors la forme des flexibilités imposées, de temps partiel non choisi, de l'individualisation du contrat de travail et du salaire, autrement dit d'une atomisation du travailleur collectif sous la pression du chômage et de la précarité. Cela remet également en cause, comme vous le soulignez, la pérennité, la stabilité, et la continuité du contrat de travail. En système libéral, il en résulte une vulnérabilité et une corvéabilité accrues du salarié face à l'employeur.

On voit apparaître des tentatives de réponse. Le rapport Boissonnat suggère des contrats de multiactivité par lesquels le salarié serait lié à un pool d'entreprises qui feraient appel à lui en fonction des fluctuations de la production. Cette sorte d'intérim coopératif entre plusieurs entrepreneurs peut très bien se traduire par une intensification de l'exploitation (chaque employeur faisant appel à son intéri-

naire pour les périodes de surchauffe, donc d'intensité sans temps mort du travail), et par une forme de servage moderne (avec un salarié suspendu à temps plein à la sonnerie imprévisible de son portable).

Soit on reste dans une logique marchande, et l'individualisation du contrat de travail renforce en réalité la dépendance personnelle envers le patron et impersonnelle envers le marché du travail : le travailleur aura encore moins de liberté réelle dans la négociation de sa force de travail. Soit on parvient à libérer les virtualités positives de la métamorphose du travail que sont le développement de la polyvalence et la diversification des capacités, répondant à l'enrichissement des besoins individuels et collectifs. Il faut pour cela que la régulation de ce changement ne soit pas privée mais sociale : un service public de répartition de la main-d'œuvre et de l'emploi, des garanties de revenu pour les périodes intermédiaires de non-travail, etc.

Le financement ? Si ces évolutions sont la contrepartie sociale des gains de productivité, la question n'apparaît pas insurmontable. Il est autrement mystérieux de constater que la Bourse a gagné l'an dernier plus de 30 % en un an, alors que la production n'a cru que de 3 %. Comment distribuer aux actionnaires une richesse que l'on ne produit pas ? Mystère et boule de gomme. À moins qu'il s'agisse d'un transfert de richesses des salaires vers le profit. Ce qui est pour partie le cas. Mais ça n'a qu'un temps. Parce que le transfert réel n'est pas aussi important. La Bourse flambera aussi longtemps que les heureux gagnants ne décideront pas de ramasser leur mise au même moment parce que la chance tourne : alors, c'est le krach, parce que les intérêts empochés sur des profits à venir hypothétiques ne sont pas gagés.

En revanche, si l'on constate que la société,

prise dans son ensemble, produit autant et plus de richesses en dix ou vingt fois moins de temps qu'il y a quelques années, il n'y a aucune raison pour que ça se traduise par du chômage et par une crise de financement des budgets sociaux. C'est encore une question de choix. Aucune raison supérieure ne peut démontrer que la réduction et le partage du temps de travail sans perte de revenu ne sont pas finançables s'ils ont pour contrepartie des gains de productivité et une croissance effective. On peut fort bien imaginer alors un service public de l'éducation et de l'emploi, avec une ligne budgétaire permettant de gérer les discontinuités et les intermittences du travail appelées à se développer.

Il existe aujourd'hui des intermittents du spectacle.

Alors, demain, tou(te)s intermittent(e)s du travail ? Pourquoi pas.

**Philippe Petit :** *L'autre partie de ma question porte sur le degré d'inégalité tolérable et sur son envers — ce que j'appellerai la passion égalitaire. Si on définit à minima la politique comme l'art de pouvoir vivre ensemble, et si on ne fait pas l'économie des inégalités sociales, il est évident qu'une société s'équilibre à la manière dont elle traite cette question des inégalités. Sinon on rentre dans des formes d'exclusion, de ghettos, de sociétés parallèles, où le « pour tous » dont nous parlions ne peut plus advenir. Quand on essaie de poser concrètement cette question sous la forme du régime assistanciel, ou de la santé pour tous, ou des services publics, ou du projet de loi (enterré) mettant l'exclusion hors la loi, on voit bien que c'est la question de l'inégalité supportable qui est en cause. Or son degré est totalement dépendant de l'expérience historique des peuples. Peut-être qu'en France d'ici une trentaine*

année, du train où vont les choses, on se sera habitué à vivre avec des ghettos et des zones grises...

**Daniel Bensaïd :** C'est vrai. Notre culture de l'égalité est le fruit d'une histoire. Quel contenu lui donner aujourd'hui ? Il y a d'abord une égalité politique — des droits civiques. C'est le maximum d'égalité auquel a pu atteindre une époque (et encore, pas partout : il existe des rapports esclavagistes de fait dans des parties importantes du monde ; l'égalité civique homme/femmes est loin d'être réalisée, etc.). Mais cette égalité proclamée est contredite par l'inégalité sociale réelle. Cela ne veut pas dire qu'elle est purement formelle ou illusoire. Au contraire, le combat pour l'égalité des droits contre les discriminations raciales, nationales, sexuelles, homophobiques, est toujours aussi important. Le problème n'est pas de revenir en arrière, mais de rendre ces droits plus concrets en faisant advenir les conditions sociales de leur pleine effectivité.

Non seulement l'égalité politique proclamée est démentie par les inégalités sociales, mais on assiste à un creusement de ces inégalités, à l'échelle nationale comme internationale. On est loin des discours sur les pays en voie de développement, sur la réduction de l'éventail inégalitaire, sur l'avènement d'une planète homogène et équitable. L'heure est au développement du sous-développement. Au creusement des inégalités.

Tout l'atteste : l'écart croissant entre pauvres et riches, l'accès aux connaissances et aux brevets, la distribution des richesses par pays, l'éventail des revenus, les indices de qualité de la vie... À partir du moment où le marché dicte sa loi, sa logique inégalitaire reprend le dessus.

Ce n'est pas la machine égalitaire qui est en panne, comme le prétend Alain Minc.

C'est la machine inégalitaire marchande qui s'emballé !

Rien n'est jamais acquis définitivement. On peut malheureusement imaginer de vivre d'ici quelques années dans des sociétés où le seuil de tolérance à l'inégalité serait bien plus élevé qu'aujourd'hui. On s'habitue à cohabiter avec la détresse et l'exclusion (voir à ce propos le film superbe d'Otzenberger *Fragments sur la misère*). Il y a déjà des indices inquiétants d'érosion de la compassion sociale élémentaire.

Face à ce danger, tout ce qui cristallise des acquis égalitaires constitue un premier rideau défensif. Vous avez évoqué le service public. Le principe de péréquation tarifaire est en effet un principe égalitaire essentiel : on paie la communication téléphonique au même prix dans un village de montagne ariégeois ou dans les quartiers riches de Paris ; le kilomètre de transport coûte (ou coûtait, car la différenciation tarifaire est déjà plus qu'un coup de canif) la même chose sur une ligne rurale peu fréquentée et sur une ligne où le trafic est important. De même pour le gaz ou l'électricité. En revanche, on voit comment la gestion privée (Vivendi, la Lyonnaise des eaux !) de la distribution d'eau génère déjà de fortes inégalités tarifaires entre les villes.

Cette égalité n'est sans doute pas assez équitable. L'équité, au sens où l'entendait Aristote, comme correctif de l'égalité formelle, oui ; mais l'équité contre l'égalité, à la mode Minc, non. Là où existent des mesures d'équité, les libéraux prétendent d'ailleurs les supprimer : le régime particulier de retraite des cheminots roullants répond au fait que l'espérance de vie dans ce métier est de plusieurs années inférieure à la moyenne nationale ! Dans tous les services répondant à un principe d'égalité (re-

lative) d'accès et de gratuité (relative), la menace marchande est en marche. C'est donc une première ligne de résistance décisive.

Au-delà, l'égalité (et l'inégalité) renvoie à des questions comme celle de la division sociale du travail, où bien des inégalités s'originent et par laquelle elles se reproduisent. J'entends d'ici les accusations d'incurable irréalisme. Il ne s'agit bien sûr pas de décréter une abolition de la division du travail du jour au lendemain. Mais on peut partir de tendances réelles : l'augmentation constante de la productivité du travail, la baisse tendancielle séculaire du temps de travail, ou encore l'apparition de travaux discontinus et de qualifications évolutives. On peut ainsi envisager une réduction de la division du travail au lieu d'une hyperspécialisation, de nouvelles formes de taylorisation, de nouveaux travaux en miettes. On peut imaginer des va-et-vient qui atténuent la cassure essentielle entre travail manuel et travail intellectuel. La frontière peut devenir beaucoup plus poreuse dans les deux sens.

C'est la part de réalité dans les discussions sur l'allocation universelle. Dans sa version très ambitieuse, l'idée est intéressante. Dans la rhétorique des économistes libéraux, elle se réduit à une sorte de minimum social au rabais et devient une machine de guerre non seulement contre le Smic, mais aussi contre le RMI. Si l'on aborde la discussion plus vaste sur les métamorphoses du travail, une perspective opposée se dessine : au lieu d'un affaiblissement et d'une privatisation (les fonds de pension !) des solidarités, un système de protection sociale encore plus redistributif, une socialisation accrue du revenu. C'est exactement le contraire de ce qui se passe. Oui, une socialisation généralisée du revenu pour garantir sa continuité (on ne s'arrête pas de

manger) malgré les discontinuités croissantes du travail : l'idée est dans l'air. Si elle apparaît utopique c'est surtout parce qu'elle exigeait des rapports de force diamétralement opposés à la tendance actuelle. Un véritable renversement de leur dégradation.

Une autre piste, qui apparaîtra plus utopique encore, me tient particulièrement à cœur. Devant les nouveaux phénomènes on pense toujours d'abord — ce n'est pas surprenant dans nos sociétés — à multiplier les formes de revenu monétaire (minima, RMI, allocations diverses). On ne cherche jamais à explorer la piste de la gratuité, c'est-à-dire de la suppression du caractère marchand de certains biens ou services. Pourtant l'éducation nationale ou la santé publique tendent à réaliser une gratuité relative dans certains services. Ce serait aussi imaginable pour certains transports ou pour des services postaux. C'est d'ailleurs le cas pour des catégories particulières d'usagers (personnes âgées dans certains transports municipaux).

L'extension d'une problématique de gratuité au-delà des services, à certains produits alimentaires ou vestimentaires de base, serait une révolution considérable. Quand on voit les surplus agricoles, l'effondrement des cours de la viande porcine, les jachères forcées, ce n'est pas inconcevable. On pourrait imaginer un système de distribution gratuite de viande porcine ou de volaille, de lait, de pain, même de vin. Les gens ne se shooteraient pas pour autant au lait de vache et ne se goinfreraient pas de côtelettes. Mais cela voudrait dire que

le droit à l'existence (vieuse revendication de la révolution française) serait reconnu et garanti comme un droit des droits, indépendamment de la contrainte du travail et de critères marchands. Cela signifierait pour la première fois une révolution des mentalités : la fin de la malédiction biblique de gagner son pain à la sueur de son front.

**Philippe Petit :** *Moi, je n'ai rien contre, mais si certains biens de base étaient gratuits, ce n'est pas très incitatif pour pousser le peuple à chercher un travail.*

**Daniel Bensaïd :** Je suis un peu plus optimiste sur le peuple. Il faudrait examiner de près cet argument d'apparent bon sens sur la désincitation au travail. Il n'y a pas si longtemps, le chômage était indemnisé à 90 %. Ça n'empêchait pas la grande majorité des chômeurs de chercher du travail. Il peut toujours y avoir à la marge un pourcentage de refus volontaire de cette forme de socialisation. Mais cela dépend du fait que le travail soit vécu comme une socialisation effective. S'il est plus intéressant, moins abrutissant et aliénant (ce qui nous renvoie notamment aux questions de réduction du temps et de réorganisation des contenus du travail), rien ne prouve qu'il y ait un penchant naturel à se réfugier dans sa bulle privative. Les pathologies du non-travail sont révélatrices d'un manque, tant chez les chômeurs que chez les retraités. Et ça n'a rien de nouveau. Il suffit de rappeler le splendide film de Murnau : *Le dernier des hommes*.

Il y a certainement, dans ce sentiment d'indignité lié à la perte de l'emploi, l'intériorisation de l'impératif biblique du travail. Il est probable qu'il mêle contradictoirement la chaîne invisible de l'esclavage salarié et le besoin d'une socialisation passant par la contribution à la communauté humaine.

Bien sûr, il n'y a pas de panacée. Si nous avions demain cinq à sept millions de chômeurs ayant droit à une ration alimentaire de survie gratuite, ce serait tout simplement un gigantesque restau du cœur. Ce n'est pas un idéal de société. Mais on peut aussi imaginer de tenir les deux bouts : développer et étendre d'un côté des secteurs de gratuité non marchands ; et inverser simultanément (je ne dis pas abolir d'un coup de baguette magique) la tendance à l'augmentation du chômage et de la précarité qui prévaut depuis plus de vingt ans. Je ne crois pas que, dans une dynamique de confiance de ce type, la majorité ne pense qu'à tirer au flanc et à profiter égoïstement de l'effort commun. Quand on voit, dans des conditions parfois désastreuses, la conscience professionnelle et le dévouement dont sont souvent capables les infirmières, les instits, les travailleurs sociaux, les ouvriers de métier, c'est plutôt encourageant.

L'humanité n'est pas aussi sinistre. La partie n'est pas perdue.

À condition d'agir sur les rapports sociaux.  
*In Éloge de la résistance à l'air du temps*  
Conversations pour demain n° 16, éditions Textuel, entretien avec Philippe Petit  
Mars 1999